

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 26 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ZOO DES SABLES D'OLONNE**

ROUTE DU TOUR DE FRANCE  
85100 Les Sables-d'Olonne

**Nos Références : 23-1052 VJ**

**Code AIOT : 0058502477**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 mai 2023 dans l'établissement ZOO DES SABLES D'OLONNE, implanté Route du Tour de France aux Sables d'Olonne (85100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZOO DES SABLES D'OLONNE
- ROUTE DU TOUR DE FRANCE - 85100 Les Sables-d'Olonne
- Code AIOT : 0058502477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le zoo des SABLES D'OLONNE est autorisé à exploiter un parc animalier situé Route du Tour de France aux SABLES D'OLONNE, par arrêté n°01-DRCLE/1-373 du 17 juillet 2001. Cette autorisation est accordée au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement. 47 espèces d'animaux sont présentés dans cet établissement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des cadavres
- Rejet et traitement des eaux usées
- Prévention des risques
- Impact sur l'environnement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	/	Action corrective demandée <b>Délai : 180 jours</b>

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance sanitaire des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	/	Conforme
2	Stockage de déchets et traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 3-3-1	/	Conforme
4	Hygiène et sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 5-1	/	Conforme
5	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 6	/	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le zoo est bien tenu. D'importants travaux de restructuration et d'aménagement ont récemment été réalisés en remplacement de structures vétustes pour le fonctionnement du parc zoologique. Une actualisation du plan d'épandage est toutefois à effectuer suite au changement du prêteur de terre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance sanitaire des animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des cadavres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée.
<b>Constats :</b> Les animaux morts sont stockés dans un congélateur avant d'être enlevés par la société d'équarrissage SARIA à BENET (85). Le dernier document d'accompagnement commercial en date du 30 septembre 2022 nous est présenté avec la liste des animaux concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Stockage de déchets et traitement des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 3-3-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejet et traitement des eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux usées issues de l'ensemble des locaux et sanitaires présents sur le parc ainsi que les eaux de nettoyage des enclos, les bassins du parc et les bâtiments accessibles au public doivent être collectées et dirigées vers un réseau public d'assainissement d'eaux usées communal sauf pour les enclos des harfangs et des vautours ou un système d'assainissement autonome sera installé. Une surveillance de la qualité de l'eau du ruisseau de Tanchet sera mis en place . Deux prélèvements d'eau, un en amont et un en aval du parc seront réalisés et analysés par un laboratoire agréé, une fois par an, les résultats seront conservés pour pouvoir être présentés aux agents des services de contrôle.
<b>Constats :</b> Toutes les eaux usées issues de l'ensemble des locaux et sanitaires présents sur le parc ainsi que les eaux de nettoyage des enclos, les bassins du parc et les bâtiments accessibles au public sont collectées et dirigées vers le réseau public d'assainissement des SABLES D'OLONNE. Les enclos hébergeant les harfangs et les vautours n'existant plus (ces oiseaux ayant été remplacés par des sakis et des tamarins), le système d'assainissement autonome n'est plus d'actualité. Les eaux usées issues des annexes qui ont récemment été construites en remplacement des structures vétustes, pour le fonctionnement du parc sont gérées de façon similaire. Trois prélèvements d'eau du ruisseau de Tanchet (un en aval du parc, un intermédiaire au niveau du bassin des atèles et un en amont du parc) ont été réalisés le 26 juillet 2022 par un laboratoire agréé. La municipalité des SABLES D'OLONNE a mis en place un brasseur d'eau avec panneaux photoélectriques dans le lac de Tanchet. Trois bulleurs ont également été installés dans le ruisseau traversant le parc zoologique afin d'augmenter le niveau d'oxygénation de l'eau et ainsi réduire la pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Hygiène et sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 5-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques et au gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conformes à la norme NF C 15000 relative aux locaux humides et contrôlées périodiquement. Les installations de gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 9 mai 2022. Les anomalies relevées ont fait l'objet d'une remise en état au mois de mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prévention et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des extincteurs adaptés aux risques doivent être installés dans les locaux à des endroits facilement accessibles. Ces appareils doivent faire l'objet de vérification périodique, conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Les extincteurs ont été vérifiés par la société SICLI de Carquefou (44) le 20 septembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention des risques écologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des fumiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers. Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté. Ces dispositions ne s'appliquent pas si les fumiers sont remis dans les meilleurs délais à un établissement spécialisé dans le traitement des effluents. Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.
<b>Constats :</b> Les fumiers sont stockés dans une benne étanche appartenant à la société Véolia. Celle-ci est chargée du transport du fumier vers le prêteur de terres. Depuis 2014, les fumiers du parc zoologique étaient épandus sur les terres de Madame VALOT Claudette, sise Le Coteau Grand Maison, sur la commune de TALMONT SAINT HILAIRE. Une convention avait été établie entre l'exploitante et le parc zoologique et concernait un volume de 200 tonnes de fumier. Les terres de Madame VALOT Claudette ayant été reprises, une actualisation du plan d'épandage devra être réalisée et une nouvelle convention devra être rédigée. Le nouvel exploitant devra s'engager par écrit à n'épandre les fumiers qu'après une période de maturation et uniquement sur des parcelles non maraîchères.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Une action corrective est demandée sous un délai de 180 jours

